Laissant le côté poétique, je viens maintenant au côté pratique.

Il est parfaitement inutile d'essayer de se faire illusion. Ce pays est beau, ce pays est riche et ne demande que l'aide de la province pour développer ses ressources et rendre sa population heureuse.

Tout le monde se rappelle l'accord touchant qui a eu lieu à la dernière session, lorsque, unanimement, la Chambre autorisa le gouvernement à payer une somme de \$20,000 à ces pauvres ouvriers qui n'avaient pas été payés sur le chemin de fer. Je voudrais que chacun des membres eût le temps de lire ce triste roman qui va être mis devant la Chambre. On y verrait le récit de choses les plus lamentables—de pauvres journaliers n'ayant que leur travail pour vivre, et qui, au mois de mars dernier n'avaient pas encore reçu leur salaire des dix derniers mois, la seule chose sur laquelle ils pouvaient compter pour vivre et nourrir leur famille. Cet argent qui avait été payé par la province, comptant qu'il servirait à payer ces dettes légitimes, privilégiées, avait été dans le gousset des spéculateurs. Plus que cela, les cultivateurs sur les terres desquels passait le chemin n'avaient pas été payés, et ils avaient beau demander ce qui leur était dû, on leur répondait en les mettant à la porte du bureau de la compagnie. Et je me rappelle un cas en particulier. Un pauvre pêcheur qui n'avait qu'un emplacement pris presque entièrement par la voie ferrée, se trouvant dans l'impossibilité d'exploiter le petit morceau de terre qui lui restait, vint me trouver et me dit : "Voici ma position : j'avais un petit terrain sur lequel je récoltais des produits nécessaires, sous forme de pommes de terre, etc. En outre, je gagnais ma vie à la pêche. Le chemin de fer m'a pris une partie de mon terrain. Je ne peux plus cultiver le reste et on ne m'a pas donné un sou."

Je fis venir l'agent spécial de la compagnie—je vous parle de 1888, époque où je passai quelque temps dans cette partie du pays—je lui demandai pourquoi il n'avait pas payé. Il me dit : "Je n'ai pas payé parce que la compagnie ne m'a pas donné d'argent.—Alors, pourquoi avez-vous pris possession du terrain sans offrir l'argent?—C'est parce que la compagnie m'a promis d'envoyer l'argent de suite et payer le montant convenu.—Vous avez donc fait des réclamations?—Mais oui, au moins trois fois par mois j'écris, et on ne me répond même pas ; je suis dans l'impossibilité de payer à ce brave homme une dette que nous reconnaissons comme parfaitement due, et pour une bonne raison, c'est parce que ceux qui sont à la tête de la compagnie s'occupent de toucher l'argent et de ne jamais en rendre. Voilà la position."

Que de cas comme celui-là ! Prenez les pauvres travailleurs qui, pendant l'hiver, ont été faire des dormants, ce que l'on